



Prise de parole FSU Savoie– Journée de grève et manifestations contre la loi Travail XXL, 21 septembre 2017,

La FSU-73 est mobilisée aujourd'hui parce que nous refusons la destruction de notre modèle social, durement acquis, lutte après lutte, conquête sociale après conquête sociale. Nous sommes indigné.e.s, en colère, et refusons le projet de société du nouveau gouvernement. Salariés du privé, agents du secteur public, nous sommes toutes et tous concerné(e)s !

F.S.U 73

La journée de mobilisation du 12 septembre a montré combien les inquiétudes des salarié-es sur leurs droits sociaux, leurs protections et la stabilité de leurs emplois sont largement partagées. La réforme du Code du travail met en perspective un enjeu de société majeur.

Au prétexte de moderniser et renforcer la compétitivité, le gouvernement s'attaque aux garanties, tant individuelles que collectives, pour les salarié-es en voulant inverser la hiérarchie des normes, élargir le champ des « négociations » au sein des entreprises, précariser toujours plus avec la généralisation des contrats de chantier, réduire les capacités des Prud'hommes en cas de licenciements abusifs, instaurer les referendum d'initiative patronale, fusionner les instances représentatives des personnels, diluer la représentation des salarié-es et contourner les organisations syndicales.

L'objectif est d'avoir un code du travail par entreprise, ce qui aura pour conséquences moins de droits, moins de cadre, moins de protection ; c'est la fin des garanties pour les salarié-es, l'organisation de leur mise en concurrence, le développement du dumping social avec l'explosion de la flexibilité et de la précarité. Cette modification du code du travail fragilisera en premier lieu les salarié-es les plus précaires, qui sont majoritairement des femmes. Les femmes, plus souvent à temps partiels, plus souvent à la tête de familles monoparentales, prenant en charge une immense partie des tâches parentales, seront particulièrement pénalisées par ces mesures. Emmanuel Macron l'a promis : les femmes seront la grande cause nationale du quinquennat. **Cette grande cause nationale commence mal : avec la loi Travail n°2, les droits des femmes seront bradés, et soumis aux exigences du MEDEF.**

Ces choix s'inscrivent dans une politique d'austérité qui ne permettra ni de sortir réellement de la crise économique ni d'offrir à chacun une stabilité de l'emploi. **Est-ce cet avenir que nous voulons pour tous les jeunes qui vont bientôt entrer dans le monde du travail ?**

Le gouvernement poursuit une politique libérale lourde de conséquences pour les salarié-es et les retraité-es en attaquant notre modèle social. Ses décisions et mesures affirment clairement son positionnement en faveur du patronat et des plus riches. Pour respecter les fameux 3% de dette publique, il fait le choix de réduire les aides aux plus fragiles tout en baissant le montant de l'ISF de 3 milliards d'Euros, en maintenant le CICE et le crédit impôt recherche sans que ce soit démontré leur impact sur l'emploi, en assouplissant la fiscalité sur les dividendes au profit des actionnaires et sans mesure de lutte contre la fraude fiscale

Et la Fonction publique dans tout ça ? La Fonction publique ne sera pas préservée d'une telle déréglementation qui aura pour prochaine cible le statut de fonctionnaire, « inapproprié » selon Macron. C'est pourtant ce statut qui contribue à garantir à toutes et tous, partout sur le territoire, et quel que soit le pouvoir en place, un égal accès aux Services Publics ; bref, ce qui permet l'application concrète de l'égalité, sociale et territoriale. Pourtant, le secteur public est toujours dans le viseur après une réforme importante dans le privé... au nom de l'équité.

La transposition des mesures du privé pourrait conduire à des décisions émanant de négociations au plan local et non plus à partir de négociations nationales, faisant courir un risque au caractère uniforme des décisions. La fusion des comités techniques et des CHSCT remettrait en cause la place de la santé et des conditions de travail dans les instances. La précarité et la flexibilité appliquées au secteur public conduiraient à recruter massivement des agents contractuels en CDD ou CDI sur des missions de service public pérennes.

Les attaques contre la Fonction Publique ont d'ailleurs déjà commencées : gel du point d'indice, report du PPCR, retour du jour de carence, suppression de 120 000 postes, augmentation de la CSG sans compensation...

Parce que ces projets participent de la remise en cause de notre modèle social, les attaques portées aux protections des salarié-es et aux solidarités,

Parce que, salarié-es du privé comme du public, étudiant-es, privé-es d'emploi, retraité-es, nous sommes tous concerné-es,

Toutes les mobilisations, sur la loi travail comme sur la Fonction publique, participent du refus de ce nouveau modèle social que le gouvernement souhaite imposer. C'est leur réussite qui conduira le gouvernement à reculer.

Alors, aujourd'hui, la semaine prochaine, le 28 septembre aux côtés des retraités, le 10 octobre, faisons entendre notre colère, mobilisons-nous en nombre ! La démocratie, c'est ça aussi !!